

# Énoncé de responsabilité

## de la direction relativement à l'information financière

La direction est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers consolidés et de l'information financière présentée ailleurs dans ce rapport annuel. Cette responsabilité comprend le choix de conventions et de pratiques comptables ainsi que le recours au jugement et à des estimations nécessaires pour la préparation des états financiers consolidés, conformément aux principes comptables généralement reconnus.

La direction a également préparé l'information financière présentée ailleurs dans le présent rapport annuel et s'est assurée qu'elle correspond aux états financiers consolidés.

La direction maintient des systèmes de contrôle interne conçus en vue de fournir une assurance raisonnable quant à la protection des éléments d'actif contre la perte et à la pertinence et la fiabilité de l'information financière produite.

Le Conseil d'administration a la responsabilité de s'assurer que la direction remplit ses responsabilités à l'égard de l'information financière et est responsable de la révision et de l'approbation des états financiers consolidés. Le Conseil d'administration s'acquitte de cette tâche principalement par l'entremise de son comité de vérification, composé exclusivement d'administrateurs qui ne sont pas des employés de la Société. Le comité de vérification se réunit périodiquement avec la direction et les vérificateurs externes afin de discuter des contrôles internes et de sujets portant sur la vérification et la présentation de l'information financière. Il révisé également le rapport annuel, les états financiers consolidés et le rapport des vérificateurs externes. Le comité de vérification recommande les vérificateurs externes, qui sont ensuite nommés par les actionnaires. Les vérificateurs externes ont librement accès au comité de vérification. Les états financiers consolidés ont été vérifiés par les vérificateurs externes Deloitte & Touche, dont le rapport est présenté ci-après.

«Lino Saputo»  
(signé)

**Lino Saputo**

Président du Conseil d'administration  
et chef de la direction

«Louis-Philippe Carrière»  
(signé)

**Louis-Philippe Carrière, CA**

Vice-président exécutif, finances et administration,  
et secrétaire

# Rapport des vérificateurs

## aux actionnaires de Saputo Inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Saputo Inc. aux 31 mars 2002 et 2001 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 mars 2002 et 2001 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

«Deloitte & Touche s.r.l.»  
(signé)

Deloitte & Touche s.r.l.

Comptables agréés  
Laval, Québec  
Le 13 mai 2002

## États consolidés des **résultats**

<b>Exercices terminés les 31 mars</b>	<b>2002</b>	2001
(en milliers de dollars, sauf les résultats par action)		
<b>Revenus</b>	<b>3 457 412 \$</b>	2 161 671 \$
Coût des ventes, frais de vente et d'administration	<b>3 104 990</b>	1 890 697
<b>Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices</b>	<b>352 422</b>	270 974
Amortissement des immobilisations	<b>68 087</b>	51 763
<b>Bénéfice d'exploitation</b>	<b>284 335</b>	219 211
Intérêts de la dette à long terme	<b>53 379</b>	40 703
Autres intérêts (note 9)	<b>(801)</b>	(1 184)
<b>Bénéfice, compte non tenu des impôts sur les bénéfices et de l'amortissement des écarts d'acquisition</b>	<b>231 757</b>	179 692
Impôts sur les bénéfices (note 10)	<b>71 596</b>	55 607
<b>Bénéfice avant l'amortissement des écarts d'acquisition</b>	<b>160 161</b>	124 085
Amortissement des écarts d'acquisition (note 2)	<b>—</b>	13 844
<b>Bénéfice net</b>	<b>160 161 \$</b>	110 241 \$
<b>Résultats par action (note 11)</b>		
Bénéfice avant l'amortissement des écarts d'acquisition		
De base	<b>1,56 \$</b>	1,21 \$
Dilué	<b>1,54 \$</b>	1,20 \$
Bénéfice net		
De base	<b>1,56 \$</b>	1,08 \$
Dilué	<b>1,54 \$</b>	1,07 \$

## États consolidés des **bénéfices non répartis**

<b>Exercices terminés les 31 mars</b>	<b>2002</b>	2001
(en milliers de dollars)		
<b>Bénéfices non répartis au début de l'exercice</b>	<b>271 087 \$</b>	177 746 \$
Bénéfice net	<b>160 161</b>	110 241
Dividendes	<b>(21 600)</b>	(16 900)
<b>Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice</b>	<b>409 648 \$</b>	271 087 \$

# Bilans consolidés

Aux 31 mars	2002	2001
(en milliers de dollars)		
<b>Actif</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Encaisse	4 852 \$	6 294 \$
Débiteurs	272 895	279 493
Stocks	406 621	376 447
Impôts à recevoir	4 288	2 866
Actif d'impôts futurs	13 781	22 751
Frais payés d'avance et autres éléments d'actif	11 078	10 628
	<b>713 515</b>	698 479
<b>Placement de portefeuille (note 3)</b>	<b>55 991</b>	—
<b>Immobilisations (note 4)</b>	<b>658 845</b>	675 021
<b>Écarts d'acquisition (note 5)</b>	<b>572 375</b>	592 646
<b>Autres éléments d'actif</b>	<b>41 859</b>	33 970
<b>Actif d'impôts futurs</b>	<b>4 090</b>	12 863
	<b>2 046 675 \$</b>	2 012 979 \$
<b>Passif</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Emprunts bancaires (note 6)	28 907 \$	10 643 \$
Créditeurs et charges à payer	305 752	320 426
Impôts à payer	17 393	29 457
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	102 555	95 075
	<b>454 607</b>	455 601
<b>Dette à long terme (note 7)</b>	<b>572 570</b>	700 821
<b>Avantages sociaux futurs</b>	<b>12 947</b>	11 574
<b>Passif d'impôts futurs</b>	<b>105 963</b>	97 082
	<b>1 146 087</b>	1 265 078
<b>Capitaux propres</b>		
<b>Capital-actions (note 8)</b>	<b>459 822</b>	451 047
<b>Bénéfices non répartis</b>	<b>409 648</b>	271 087
<b>Écart de conversion de devises étrangères</b>	<b>31 118</b>	25 767
	<b>900 588</b>	747 901
	<b>2 046 675 \$</b>	2 012 979 \$

Au nom du Conseil

«Lino Saputo»  
(signé)

**Lino Saputo**, administrateur

«Louis A. Tanguay»  
(signé)

**Louis A. Tanguay**, administrateur

# États consolidés des flux de trésorerie

Exercices terminés les 31 mars	2002	2001
(en milliers de dollars)		
<b>Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :</b>		
<b>Exploitation</b>		
Bénéfice net	160 161 \$	110 241 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement	68 087	65 607
Impôts futurs	17 132	15 232
Autres éléments	(845)	(990)
	244 535	190 090
Perte de change sur la trésorerie libellée en devises étrangères	19	7
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	(42 317)	44 310
	202 237	234 407
<b>Investissement</b>		
Acquisitions d'entreprises (note 12)	(16 410)	(1 432)
Ajouts nets aux immobilisations	(59 735)	(42 934)
Autres éléments d'actif	(7 889)	(1 694)
Écart de conversion de devises étrangères	(6 115)	(48 411)
	(90 149)	(94 471)
<b>Financement</b>		
Emprunts bancaires	18 264	(6 942)
Remboursement de la dette à long terme	(125 050)	(151 140)
Émission de capital-actions	8 775	415
Avantages sociaux futurs	1 373	—
Dividendes	(21 600)	(16 900)
Écart de conversion de devises étrangères	4 727	36 622
	(113 511)	(137 945)
<b>(Diminution) augmentation de la trésorerie</b>	<b>(1 423)</b>	<b>1 991</b>
<b>Perte de change sur la trésorerie libellée en devises étrangères</b>	<b>(19)</b>	<b>(7)</b>
<b>Encaisse au début de l'exercice</b>	<b>6 294</b>	<b>4 310</b>
<b>Encaisse à la fin de l'exercice</b>	<b>4 852 \$</b>	<b>6 294 \$</b>
<b>Information complémentaire</b>		
Intérêts payés	51 630 \$	39 165 \$
Impôts sur les bénéfices payés	68 795 \$	31 976 \$

# Notes afférentes

## aux états financiers consolidés

### Exercices terminés les 31 mars

(en milliers de dollars)

### 1. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus utilisés du Canada et tiennent compte des principales conventions comptables suivantes :

#### Recours à des estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus, la direction doit procéder à des estimations et poser des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs et passifs ainsi que sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et sur les montants des revenus et charges de l'exercice. Les résultats réels peuvent différer des estimations.

#### États financiers consolidés

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Saputo Inc. et de toutes ses filiales (la « Société »). Les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont inclus aux états consolidés des résultats depuis leurs dates respectives d'acquisition.

#### Stocks

Les stocks de produits finis et de produits en cours sont évalués au moindre du coût moyen et de la valeur de réalisation nette. Les stocks de matières premières sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

#### Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties de façon linéaire sur les durées suivantes ou en utilisant les méthodes suivantes :

Bâtisses	15 ans à 40 ans
Mobilier et équipement, machinerie et outillage	3 ans à 15 ans
Matériel roulant	5 ans à 10 ans ou en fonction du kilométrage parcouru

#### Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition ne sont plus amortis depuis le 1<sup>er</sup> avril 2001, date à laquelle la Société a adopté de manière prospective les nouvelles recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) relativement aux écarts d'acquisition pour adopter le test de dépréciation prévu en vertu des nouvelles règles (voir la note 2).

#### Impôts sur les bénéfices

La Société suit la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs d'impôts futurs et les passifs d'impôts futurs sont établis en fonction des écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale de l'actif et du passif et sont mesurés par application des taux d'imposition en vigueur au moment où ces écarts se résorberont.

#### Rémunération à base d'actions

La Société a instauré un régime d'options d'achat d'actions visant l'achat d'actions ordinaires par des employés clés, des dirigeants et des administrateurs de la Société. La méthode de la valeur intrinsèque est utilisée pour la comptabilisation des attributions à base d'actions et aucune charge n'est donc constatée à l'égard de ce régime lorsque des options sont octroyées. La contrepartie payée lors de l'exercice des options est créditée au capital-actions.

## 1. Principales conventions comptables (suite)

### Avantages sociaux futurs

Le coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi est établi d'après des calculs actuariels qui font appel à la méthode de répartition au prorata des services et à des hypothèses à l'égard du rendement prévu des actifs des régimes, de l'augmentation de la rémunération, de l'âge de la retraite et des coûts prévus des soins de santé et autres avantages postérieurs à l'emploi.

### Conversion de devises étrangères

Les postes de bilan des établissements autonomes situés aux États-Unis ont été convertis en dollars canadiens en utilisant les taux de change en date des bilans, alors que les postes des états des résultats ont été convertis en utilisant les taux de change moyens mensuels au cours des exercices. La dette des établissements canadiens relative au financement des acquisitions d'établissements étrangers autonomes a également été convertie en utilisant les taux de change en date des bilans. L'écart de conversion de devises étrangères, présenté dans les capitaux propres, représente le cumul des gains ou pertes de change résultant des investissements nets de la Société dans des établissements autonomes situés aux États-Unis. La variation de l'écart de conversion de devises étrangères au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2002 résulte de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les postes des états financiers des établissements canadiens libellés en devises étrangères ont été convertis en dollars canadiens en utilisant les taux de change en date des transactions pour les éléments de revenus et dépenses, et le taux de change en date des bilans pour les éléments monétaires d'actif et de passif. Le gain ou la perte sur change résultant de ces conversions est inclus à l'état des résultats.

## 2. Modification de conventions comptables

### Écarts d'acquisition

À compter du 1<sup>er</sup> avril 2001, la Société a adopté prospectivement les nouvelles recommandations de l'ICCA relativement aux écarts d'acquisition. Les nouvelles normes exigent que les écarts d'acquisition ne soient plus amortis, mais qu'ils soient plutôt soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquaient que l'actif pourrait avoir subi une baisse de valeur.

Les écarts d'acquisition étaient antérieurement amortis de façon linéaire sur une période ne dépassant pas quarante ans.

En raison de l'adoption des nouvelles recommandations, le bénéfice net de l'exercice est supérieur d'environ 16 296 000 \$ à ce qu'il aurait été si une charge d'amortissement des écarts d'acquisition avait été calculée.

## 3. Placement de portefeuille

Le 15 juillet 2001, la Société a cédé à Dare Foods ses activités de fabrication et de commercialisation de biscuits, de biscottes et de soupes du secteur Produits d'épicerie en contrepartie d'une participation en actions de 21 % au sein de sociétés du groupe Dare Foods.

Le placement a été comptabilisé à la valeur d'acquisition qui correspond à la juste valeur des éléments d'actif cédés, qui s'établissait comme suit à la date de la transaction :

Fonds de roulement	5 542 \$
Immobilisations	25 879
Écart d'acquisition	24 570
	<hr/>
	55 991 \$

La Société a réalisé un gain de 845 000 \$ suite à la cession de ces éléments d'actif.

#### 4. Immobilisations

	2002			2001
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Terrains	34 729 \$	— \$	34 729 \$	31 844 \$
Bâtisses	245 154	38 327	206 827	209 204
Mobilier et équipement, machinerie et outillage	603 987	193 138	410 849	428 153
Matériel roulant	9 724	3 284	6 440	5 820
	<b>893 594 \$</b>	<b>234 749 \$</b>	<b>658 845 \$</b>	675 021 \$

#### 5. Écarts d'acquisition

	2002			2001		
	Secteur des produits laitiers	Secteur des produits d'épicerie	Total	Secteur des produits laitiers	Secteur des produits d'épicerie	Total
<b>Solde au début de l'exercice</b>	<b>403 563 \$</b>	<b>189 083 \$</b>	<b>592 646 \$</b>	276 353 \$	198 876 \$	475 229 \$
Écart d'acquisition acquis au cours de l'exercice	—	—	—	115 920	—	115 920
Écart de conversion de devises étrangères	2 963	—	2 963	21 898	—	21 898
Diminution suite à la cession des activités de biscuits, biscottes et soupes (note 3)	—	(24 570)	(24 570)	—	—	—
Ajustement	1 336	—	1 336	(1 814)	(4 743)	(6 557)
Amortissement de l'exercice (note 2)	—	—	—	(8 794)	(5 050)	(13 844)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>407 862 \$</b>	<b>164 513 \$</b>	<b>572 375 \$</b>	403 563 \$	189 083 \$	592 646 \$

#### 6. Emprunts bancaires

La Société dispose de facilités de crédit bancaire à court terme lui permettant d'obtenir des emprunts de banque d'un montant maximum d'environ 232 700 000 \$. Ces emprunts de banque sont disponibles en dollars canadiens ou américains et portent intérêts à des taux fluctuant en fonction du taux préférentiel des prêteurs ou du taux LIBOR, majoré jusqu'à un maximum de 0,6 %, dépendamment du ratio de dette portant intérêts par rapport au bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts de la Société.

## 7. Dette à long terme

	<b>2002</b>	2001
Emprunt à terme bancaire, sous forme d'avances bancaires ou d'acceptations bancaires, remboursable par versements trimestriels variables jusqu'en décembre 2004, portant intérêts à des taux fluctuant en fonction du taux préférentiel majoré jusqu'à un maximum de 0,6 % et du taux des acceptations bancaires majoré de 0,55 % jusqu'à un maximum de 1,6 %, dépendamment du ratio de dette portant intérêts par rapport au bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts de la Société. Au 31 mars 2002, l'emprunt à terme bancaire est constitué d'avances bancaires de 770 000 \$ et d'acceptations bancaires de 275 600 000 \$	<b>276 370 \$</b>	401 370 \$
Effets de premier rang		
7,97 %, échéant en novembre 2006 (30 000 000 \$ US)	<b>47 805</b>	47 289
8,12 %, échéant en novembre 2009 (170 000 000 \$ US)	<b>270 895</b>	267 971
8,41 %, échéant en novembre 2014 (50 000 000 \$ US)	<b>79 675</b>	78 815
Autres emprunts, remboursables par versements annuels variables, échéant en 2008	<b>380</b>	451
	<b>675 125</b>	795 896
Tranche échéant à moins d'un an	<b>102 555</b>	95 075
	<b>572 570 \$</b>	700 821 \$

Les versements estimatifs de capital à effectuer au cours des prochains exercices sont les suivants :

<b>2003</b>	<b>102 555 \$</b>
<b>2004</b>	<b>110 105</b>
<b>2005</b>	<b>63 969</b>
<b>2006</b>	<b>50</b>
<b>2007</b>	<b>47 855</b>
<b>2008 et exercices subséquents</b>	<b>350 591</b>
	<b>675 125 \$</b>

## 8. Capital-actions

### Autorisé

Le capital-actions autorisé de la Société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et privilégiées. Les actions ordinaires sont votantes et participantes. Les actions privilégiées peuvent être émises en une ou plusieurs séries, les modalités et privilèges de chaque série devant être établis au moment de leur création.

	2002	2001
<b>Émis</b>		
103 184 447 actions ordinaires (102 450 780 en 2001)	<b>459 822 \$</b>	451 047 \$

La Société a procédé à un fractionnement d'actions sur la base de deux pour une par la déclaration d'un dividende en actions aux porteurs inscrits le 23 novembre 2001. Les données portant sur les options d'achat d'actions et les actions ont été retraitées afin de refléter ce fractionnement.

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2002, 733 667 actions ordinaires ont été émises pour un montant de 8 775 000 \$ en vertu du régime d'options d'achat d'actions.

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2001, 48 792 actions ordinaires ont été émises pour un montant de 414 732 \$ en vertu du régime d'options d'achat d'actions.

### Régime d'options d'achat d'actions

La Société a instauré un régime d'options d'achat d'actions visant l'achat d'actions ordinaires par des employés clés, des dirigeants et des administrateurs de la Société. Le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises en vertu du régime ne peut dépasser 14 000 000 d'actions. Le prix d'exercice de chaque option correspond au cours de clôture des actions de la Société la journée précédant la date d'octroi. Ces options sont généralement acquises à raison de 20 % par année et expirent dix ans après la date de leur octroi.

Les options émises et en circulation en fin d'exercice sont les suivantes :

Périodes d'octroi	Prix d'exercice	2002		2001	
		Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
1998	8,50 \$	<b>212 718</b>	<b>8,50 \$</b>	643 530	8,50 \$
1999	de 16,13 à 18,75 \$	<b>365 850</b>	<b>18,28 \$</b>	530 716	18,24 \$
2000	19,70 \$	<b>529 230</b>	<b>19,70 \$</b>	717 572	19,70 \$
2001	13,50 \$	<b>1 005 387</b>	<b>13,50 \$</b>	1 410 138	13,50 \$
2002	de 19,00 à 23,00 \$	<b>1 145 782</b>	<b>19,10 \$</b>	—	—
		<b>3 258 967</b>	<b>16,69 \$</b>	<b>3 301 956</b>	14,64 \$
Options pouvant être exercées en fin d'exercice		<b>517 050</b>	<b>16,41 \$</b>	726 994	13,55 \$

## 8. Capital-actions (suite)

Le nombre d'options a varié de la façon suivante :

	2002		2001	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	3 301 956	14,64 \$	2 003 584	15,38 \$
Options octroyées	1 289 058	19,10 \$	1 467 482	13,50 \$
Options levées	(733 667)	11,96 \$	(48 792)	8,50 \$
Options annulées	(598 380)	16,34 \$	(120 318)	15,65 \$
Solde à la fin de l'exercice	3 258 967	16,69 \$	3 301 956	14,64 \$

De plus, 934 965 options visant l'achat d'actions ordinaires à un prix de 30,35 \$ ont été octroyées en date du 1<sup>er</sup> avril 2002.

### Rémunération à base d'actions

Si la rémunération à base d'actions avait été comptabilisée à la juste valeur des options d'achat d'actions à la date d'attribution, le bénéfice net de l'exercice aurait été de 157 961 000 \$, le bénéfice de base par action et le bénéfice dilué par action auraient été respectivement de 1,54 \$ et 1,52 \$.

La juste valeur des options d'achat d'actions a été estimée au moyen du modèle d'évaluation Black-Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

Taux d'intérêt sans risque :	5 %
Durée prévue des options :	10 ans
Volatilité :	20 %
Taux de dividendes :	0,9 %

La moyenne pondérée des justes valeurs des options attribuées au cours de l'exercice est de 7,21 \$.

## 9. Autres intérêts

	2002	2001
Frais	894 \$	2 923 \$
Revenus	(1 695)	(4 107)
	(801) \$	(1 184) \$

## 10. Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts sur les bénéfices se détaille comme suit :

	2002	2001
Impôts exigibles	54 464 \$	41 365 \$
Impôts futurs	17 132	14 242
	<b>71 596 \$</b>	55 607 \$

### Rapprochement des impôts sur les bénéfices, calculés aux taux canadiens prévus par la loi, à la charge d'impôts sur les bénéfices présentée à l'état des résultats :

	2002	2001
Impôts sur les bénéfices, calculés aux taux canadiens prévus par la loi	85 520 \$	66 498 \$
Écarts attribuables aux éléments suivants :		
Crédit d'impôt pour bénéfices de fabrication et transformation	(10 084)	(6 856)
Écart du taux d'imposition de filiales américaines	1 282	1 136
Modification des lois fiscales et des taux d'imposition	(387)	(21)
Autres éléments	(4 735)	(5 150)
Charge d'impôts sur les bénéfices	<b>71 596 \$</b>	55 607 \$

### L'incidence fiscale d'écarts temporaires qui donnent lieu à une partie importante de l'actif et du passif d'impôts futurs se présente comme suit :

	2002	2001
<b>Actif d'impôts futurs</b>		
Créditeurs et charges à payer	9 560 \$	14 110 \$
Capitaux propres	—	1 010
Pertes reportables	6 579	9 264
Autres	2 775	11 230
	<b>18 914 \$</b>	35 614 \$
<b>Passif d'impôts futurs</b>		
Immobilisations	88 018 \$	86 950 \$
Actif net de régimes de retraite	9 209	4 425
Autres éléments d'actif	1 944	5 707
Placement de portefeuille	7 835	—
	<b>107 006 \$</b>	97 082 \$
Présentés dans les états financiers consolidés à titre de :		
Actif d'impôts futurs à court terme	13 781 \$	22 751 \$
Actif d'impôts futurs à long terme	4 090	12 863
Passif d'impôts futurs à long terme	(105 963)	(97 082)
Passif d'impôts futurs — net	<b>88 092 \$</b>	61 468 \$

La Société et ses filiales disposent de pertes reportables totalisant 18 900 000 \$. Ces pertes viennent à échéance graduellement jusqu'en 2018. L'actif d'impôts futurs correspondant à ces pertes reportables a été comptabilisé aux états financiers.

## **11. Résultats par action**

Les calculs des résultats par action ont été retraités rétroactivement afin de tenir compte du fractionnement d'actions décrit (voir la note 8).

Le bénéfice de base par action a été calculé en utilisant la moyenne pondérée des actions ordinaires en circulation au cours de chacun des exercices, soit 102 793 390 actions en 2002 et 102 419 526 en 2001.

Le bénéfice dilué par action pour l'exercice terminé le 31 mars 2002 a été calculé en utilisant 103 712 252 actions ordinaires, représentant la somme de la moyenne pondérée d'actions en circulation au 31 mars 2002 (102 793 390 actions) et des actions à effet dilutif pouvant être émises à la suite de l'exercice d'options octroyées en vertu du régime d'options d'achat d'actions de la Société (918 862 actions).

Le bénéfice dilué par action pour l'exercice terminé le 31 mars 2001 a été calculé en utilisant 103 017 338 actions ordinaires, représentant la somme de la moyenne pondérée d'actions en circulation au 31 mars 2001 (102 419 526 actions) et des actions à effet dilutif pouvant être émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions de la Société (597 812 actions).

Les résultats par action sont calculés nets des impôts sur les bénéfices.

## **12. Acquisitions d'entreprises**

### **Exercice terminé le 31 mars 2002**

Au cours de l'exercice, la Société a acquis une usine de production de fromages située aux États-Unis pour une contrepartie en espèces de 16 410 000 \$. La valeur attribuée aux éléments d'actif net acquis est de 14 059 000 \$ pour les immobilisations et de 2 351 000 \$ pour le fonds de roulement.

### **Exercice terminé le 31 mars 2001**

Le 5 février 2001, la Société a complété l'acquisition des activités de lait nature et fromagères d'Agrifoods International Cooperative Limited, communément appelée Dairyworld Foods. Cette acquisition d'un coût total de 407 293 000 \$ fut financée par un emprunt à terme bancaire.

## 12. Acquisitions d'entreprises (suite)

Les éléments d'actif net acquis étaient les suivants en date de l'acquisition :

Éléments d'actif corporel	
Débiteurs	121 639 \$
Stocks	134 289
Impôts à recevoir	1 832
Frais payés d'avance	2 387
Immobilisations	165 952
Autres éléments d'actif	20 316
Actif d'impôts futurs	633
	<hr/>
	447 048
Écart d'acquisition	115 920
	<hr/>
Total de l'actif	592 968
Passif assumé	
Trésorerie déficitaire	(5 509)
Créditeurs et charges à payer	(143 353)
Passif d'impôts futurs	(6 813)
	<hr/>
<b>Actif net acquis</b>	<b>407 293 \$</b>
<hr/>	
Prix d'acquisition	407 293 \$
Financement par emprunt à terme bancaire	(411 370)
Trésorerie déficitaire de la société acquise	5 509
	<hr/>
<b>Trésorerie utilisée pour effectuer l'acquisition</b>	<b>1 432 \$</b>

**Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition.**

## 13. Régimes de retraite et autres avantages sociaux

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées ainsi que certains avantages (autres régimes) comme l'assurance-maladie, l'assurance-vie et les soins dentaires à ses employés et retraités admissibles.

Les dispositions des régimes à prestations déterminées sont fondées sur le nombre d'années de service et soit le salaire moyen des dernières années de service ou le salaire carrière. Certaines dispositions des régimes à prestations déterminées prévoient qu'une partie des cotisations sera assurée par les employés et l'autre par des cotisations de la Société, établie suivant les conseils d'actuaire indépendants.

Les régimes à cotisations déterminées prévoient le versement d'une cotisation annuelle ouvrant droit à une pension pour chaque employé participant.

L'actif des régimes se compose principalement d'actions canadiennes et étrangères, de fonds communs ainsi que de titres à revenus fixes.

### 13. Régimes de retraite et autres avantages sociaux (suite)

#### Situation financière des régimes

	2002		2001	
	Régimes de retraite à prestations déterminées	Autres Régimes	Régimes de retraite à prestations déterminées	Autres Régimes
<b>Évolution de la juste valeur de l'actif des régimes</b>				
Juste valeur de l'actif des régimes au début de l'exercice	192 470 \$	— \$	123 593 \$	— \$
Acquisitions au cours de l'exercice	854	—	73 795	—
Rendement de l'actif des régimes	(5 323)	—	2 611	—
Cotisations de l'employeur	514	809	267	452
Cotisations des employés	1 509	—	1 824	—
Prestations versées	(14 464)	(809)	(9 620)	(452)
Scission de régimes	(12 557)	—	—	—
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice	163 003	—	192 470	—
<b>Évolution des obligations découlant des régimes</b>				
Obligations découlant des régimes au début de l'exercice	166 430	18 695	92 737	13 694
Acquisitions au cours de l'exercice	727	—	55 135	2 890
Coût des services rendus au cours de l'exercice	4 937	784	3 363	504
Frais d'intérêts et perte à la conversion de devises	10 451	1 332	7 054	1 584
Prestations versées	(14 464)	(809)	(9 620)	(452)
(Gains actuariels) pertes actuarielles	(1 121)	77	8 917	475
Modifications des régimes et scission	(12 225)	(904)	8 844	—
Obligations découlant des régimes à la fin de l'exercice	154 735	19 175	166 430	18 695
<b>Excédent (passif)</b>	8 268	(19 175)	26 040	(18 695)
Pertes actuarielles non amorties	33 138	1 749	15 533	1 099
Coût non amorti des services passés	895	(572)	1 321	—
Perte à la conversion de devises	(1 277)	—	(271)	—
Obligation transitoire non amortie	(14 526)	5 051	(17 571)	6 022
Actif (passif) au titre des prestations constituées intérimaire	26 498	(12 947)	25 052	(11 574)
Cotisations de l'employeur entre la date de mesure et la fin de l'exercice	63	—	69	—
Actif (passif) net comptabilisé au bilan	26 561 \$	(12 947) \$	25 121 \$	(11 574) \$

L'actif net est regroupé avec les autres éléments d'actif au bilan.

### 13. Régimes de retraite et autres avantages sociaux (suite)

	2002		2001	
	Régimes de retraite	Autres Régimes	Régimes de retraite	Autres Régimes
<b>Charge au titre des régimes d'avantages sociaux</b>				
<b>Régimes à prestations déterminées</b>				
Coût pour l'employeur des services rendus au cours de l'exercice	3 428 \$	784 \$	1 539 \$	504 \$
Intérêts débiteurs	10 201	1 205	6 831	1 006
Rendement prévu des actifs	(14 842)	—	(9 589)	—
Amortissement de l'obligation transitoire	(1 230)	467	(1 294)	487
Amortissement du coût des services passés	28	(19)	42	—
Amortissement du gain actuariel	45	(538)	(23)	—
	(2 370)	1 899	(2 494)	1 997
<b>Régimes à cotisations déterminées</b>	7 191	—	4 434	—
	4 821 \$	1 899 \$	1 940 \$	1 997 \$
<b>Moyenne pondérée des hypothèses</b>				
Taux d'actualisation des obligations	6,75 %	7,00 %	6,75 %	7,00 %
Taux de rendement prévu à long terme de l'actif des régimes	8,00 %	S/O	7,75 %	S/O
Taux d'augmentation de la rémunération	3,50 %	3,50 %	3,50 %	3,50 %

Aux fins de l'évaluation, le taux de croissance annuel hypothétique des coûts reliés à l'assurance-maladie, l'assurance-vie et les soins dentaires a été fixé entre 5,5 % et 8 % pour l'exercice 2003 et selon les hypothèses retenues, ces taux devraient diminuer graduellement pour atteindre 5 % en 2005 et demeurer à ce niveau par la suite.

### 14. Engagements et éventualités

La Société exerce certaines de ses activités dans des locaux loués et est également liée en vertu de contrats de location pour de l'équipement et des véhicules. Les loyers minimums exigibles pour les cinq prochains exercices s'établissent comme suit :

2003	11 721 \$
2004	9 663
2005	7 886
2006	6 115
2007	4 508
	<b>39 893 \$</b>

La Société est défenderesse à certaines réclamations dans le cours normal de l'exercice de ses activités. La Société est d'avis que le règlement final de ces réclamations n'aura aucune incidence significative sur ses résultats ou sa situation financière.

## **15. Instruments financiers et gestion de risques**

### **a) Juste valeur des instruments financiers**

Les justes valeurs de l'encaisse et des emprunts bancaires, des débiteurs et des créiteurs et charges à payer correspondent à leur valeur comptable en raison de leurs dates d'échéance à court terme.

La juste valeur de la dette à long terme, estimée en actualisant les flux de trésorerie prévus en utilisant des taux dont la Société pourrait se prévaloir pour des emprunts comportant des conditions et des échéances similaires, totalise 697 138 000 \$.

### **b) Risque de crédit**

La Société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Des évaluations de crédit sont effectuées de façon continue et les états financiers consolidés tiennent compte des provisions pour pertes. La Société n'a pas de concentration de crédit.

### **c) Risque lié aux taux d'intérêt**

Les facilités de crédit à court terme ainsi que les emprunts bancaires à long terme de la Société portent intérêts à des taux variables.

Pour se protéger contre les augmentations de taux d'intérêt, la Société conclut à l'occasion des contrats de swap de taux d'intérêt. Au cours de l'exercice 2002, la Société a conclu des contrats de swap de taux d'intérêt à des taux variant de 2 % à 5,08 % couvrant 202 000 000 \$ de dettes à long terme, échéant entre janvier 2003 et décembre 2004. En date du 31 mars 2002, un paiement d'environ 942 000 \$ serait nécessaire pour régler ces contrats.

### **d) Risque de change**

Dans le cadre de ses opérations canadiennes, la Société effectue certaines transactions en devises étrangères. La Société gère le risque lié aux fluctuations de taux de change et conclut à l'occasion certains contrats de change. Les contrats de change en cours en date des bilans sont négligeables.

La Société réalise approximativement 37 % de son chiffre d'affaires aux États-Unis et est donc exposée à la fluctuation de devises.

Les flux de trésorerie liés aux activités américaines constituent une protection naturelle contre le risque de change lié aux dettes exprimées en dollars américains.

## **16. Information sectorielle**

Le secteur des produits laitiers comprend principalement la fabrication et la distribution de fromages et de lait nature. Les activités de ce secteur sont exercées au Canada et aux États-Unis.

Le secteur des produits d'épicerie représente exclusivement, depuis le 15 juillet 2001, les activités de fabrication et de commercialisation de petits gâteaux. Antérieurement, les produits de ce secteur se divisaient en quatre catégories, soit les petits gâteaux, les biscuits, les biscottes et les soupes. Les activités de fabrication et de commercialisation de biscuits, biscottes et soupes ont été cédées le 15 juillet 2001 (voir la note 3). L'actif total du secteur des produits d'épicerie comprend le placement de portefeuille.

Ces secteurs sont administrés distinctement puisque chaque secteur d'activité représente un secteur stratégique qui offre différents produits et qui dessert différents marchés. La Société évalue la performance en fonction du bénéfice d'exploitation géographique et du bénéfice d'exploitation des secteurs d'activité pris isolément.

Les conventions comptables des secteurs sont les mêmes que celles décrites à la note 1 portant sur les principales conventions comptables. La Société n'effectue pas de ventes intersectorielles.

## 16. Information sectorielle (suite)

### Information par secteur d'activité

	2002			2001		
	Canada	États-Unis	Total	Canada	États-Unis	Total
Revenus						
Produits laitiers	<b>1 987 486 \$</b>	<b>1 282 555 \$</b>	<b>3 270 041 \$</b>	803 970 \$	1 106 039 \$	1 910 009 \$
Produits d'épicerie	<b>187 371</b>	—	<b>187 371</b>	251 662	—	251 662
	<b>2 174 857 \$</b>	<b>1 282 555 \$</b>	<b>3 457 412 \$</b>	1 055 632 \$	1 106 039 \$	2 161 671 \$
Bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts sur les bénéfices						
Produits laitiers	<b>183 054 \$</b>	<b>133 996 \$</b>	<b>317 050 \$</b>	96 912 \$	131 555 \$	228 467 \$
Produits d'épicerie	<b>35 372</b>	—	<b>35 372</b>	42 507	—	42 507
	<b>218 426 \$</b>	<b>133 996 \$</b>	<b>352 422 \$</b>	139 419 \$	131 555 \$	270 974 \$
Amortissement des immobilisations						
Produits laitiers	<b>27 970 \$</b>	<b>33 607 \$</b>	<b>61 577 \$</b>	14 165 \$	28 078 \$	42 243 \$
Produits d'épicerie	<b>6 510</b>	—	<b>6 510</b>	9 520	—	9 520
	<b>34 480 \$</b>	<b>33 607 \$</b>	<b>68 087 \$</b>	23 685 \$	28 078 \$	51 763 \$
Bénéfice d'exploitation						
Produits laitiers	<b>155 084 \$</b>	<b>100 389 \$</b>	<b>255 473 \$</b>	82 747 \$	103 477 \$	186 224 \$
Produits d'épicerie	<b>28 862</b>	—	<b>28 862</b>	32 987	—	32 987
	<b>183 946 \$</b>	<b>100 389 \$</b>	<b>284 335</b>	115 734 \$	103 477 \$	219 211
Intérêts			<b>52 578</b>			39 519
Bénéfice compte non tenu des impôts sur les bénéfices et de l'amortissement des écarts d'acquisition			<b>231 757</b>			179 692
Impôts sur les bénéfices			<b>71 596</b>			55 607
Bénéfice avant l'amortissement des écarts d'acquisition			<b>160 161</b>			124 085
Amortissement des écarts d'acquisition			—			13 844
Bénéfice net			<b>160 161 \$</b>			110 241 \$

## 16. Information sectorielle (suite)

	2002			2001		
	Canada	États-Unis	Total	Canada	États-Unis	Total
Éléments d'actif						
Produits laitiers	<b>821 888 \$</b>	<b>936 334 \$</b>	<b>1 758 222 \$</b>	825 458 \$	887 181 \$	1 712 639 \$
Produits d'épicerie	<b>288 453</b>	—	<b>288 453</b>	300 340	—	300 340
	<b>1 110 341 \$</b>	<b>936 334 \$</b>	<b>2 046 675 \$</b>	1 125 798 \$	887 181 \$	2 012 979 \$
Immobilisations à la valeur nette						
Produits laitiers	<b>264 482 \$</b>	<b>353 572 \$</b>	<b>618 054 \$</b>	259 199 \$	345 954 \$	605 153 \$
Produits d'épicerie	<b>40 791</b>	—	<b>40 791</b>	69 868	—	69 868
	<b>305 273 \$</b>	<b>353 572 \$</b>	<b>658 845 \$</b>	329 067 \$	345 954 \$	675 021 \$
Ajouts nets aux immobilisations						
Produits laitiers	<b>33 062 \$</b>	<b>24 205 \$</b>	<b>57 267 \$</b>	9 776 \$	30 933 \$	40 709 \$
Produits d'épicerie	<b>2 468</b>	—	<b>2 468</b>	2 225	—	2 225
	<b>35 530 \$</b>	<b>24 205 \$</b>	<b>59 735 \$</b>	12 001 \$	30 933 \$	42 934 \$
Écarts d'acquisition						
Produits laitiers	<b>134 552 \$</b>	<b>273 310 \$</b>	<b>407 862 \$</b>	133 216 \$	270 347 \$	403 563 \$
Produits d'épicerie	<b>164 513</b>	—	<b>164 513</b>	189 083	—	189 083
	<b>299 065 \$</b>	<b>273 310 \$</b>	<b>572 375 \$</b>	322 299 \$	270 347 \$	592 646 \$